

Initiatives ministérielles

«Nous allons maintenant abandonner cette tradition.» Quelle sorte de gouvernement serait assez cruel pour faire ça?

M. Milliken: Un gouvernement conservateur.

M. Riis: Un gouvernement conservateur, dit mon collègue. Je ne puis que conclure que tel est bien le genre de gouvernement capable de faire pareille chose. Il réduit ses dépenses consacrées aux soins de santé, il réduit son soutien financier aux Canadiens malades.

Il s'agit du même gouvernement qui s'en est pris dans son budget aux anciens combattants hospitalisés, en leur disant: «Écoutez, les gars, vous allez devoir payer davantage.» Ces gens-là étaient prêts à risquer leur vie pour le Canada, à mourir pour sauvegarder tout ce que nous avons obtenu à force de travail. Ils étaient prêts à donner leur vie. Aujourd'hui, ils sont très malades et sont hospitalisés. Mais le gouvernement n'hésite pas à leur dire qu'il va devoir leur demander de payer davantage. Pareilles initiatives ont de quoi surprendre.

En outre, en quelques jours seulement, nous sont parvenues des pétitions signées par des centaines et des centaines, voire des milliers, d'habitants d'une seule circonscription, celle de Kamloops, contre la TPS.

Je vois que mon collègue du Parti libéral est présent. Il sait que le projet de loi sur la TPS est maintenant au Sénat, qui est dominé par son parti.

M. Milliken: Remercions le ciel qu'il le soit.

M. Riis: Nous comptons sur lui. Le projet de loi sur la TPS avait un père, le premier ministre. Il a maintenant un parrain, M. Allan MacEachen. Il nous faut maintenant attendre pour voir ce que le Sénat fera de la TPS. Le temps nous le dira. Nous attendons tous avec impatience de voir s'il fera ce qui s'impose.

Quelles autres dispositions ce projet de loi comprend-il? Dans le projet de loi C-69, le gouvernement réduit l'aide au secteur de la prospection minière. Il a décidé ensuite de réduire le financement de l'enseignement postsecondaire. En d'autres termes, il veut que nous restions des coupeurs de bois et des porteurs d'eau alors que, depuis des années, nous faisons des pieds et des mains pour échapper à cette situation.

Dans le projet de loi à l'étude, il diminue le financement du régime de soins de santé. Quoi d'autre pourrait-il faire? On pense tout de suite aux services sociaux, notamment aux programmes d'aide destinés aux familles

monoparentales et aux pauvres. Personne n'osait croire que le gouvernement s'en prendrait à ces programmes.

On le dit à la page 5 du projet de loi. Le gouvernement dit qu'il va réduire les contributions au titre du Régime d'assistance publique, ce qui veut dire une réduction des services et programmes sociaux destinés aux plus pauvres.

Nos banques les plus prospères sont les banques alimentaires. Quand on circule dans de grandes villes comme Toronto, on voit un peu partout les restaurants McDonald avec leurs arches dorés. On a l'impression qu'il y en a à tous les coins de rue. Savez-vous qu'il y a à Toronto plus de banques alimentaires que de restaurants McDonald? Et ce n'est qu'une ville parmi tant d'autres. Des milliers et des milliers de personnes font chaque jour la queue pour aller chercher un panier de provisions parce que les services sociaux ne parviennent tout simplement pas à répondre aux besoins des familles.

Nous connaissons tous dans nos circonscriptions des assistés sociaux qui ont deux ou trois enfants, des parents seuls surtout, qui doivent faire face à des hausses de loyer et de dépenses et qui viennent nous dire: «À la fin du mois, il ne me reste plus d'argent. Je dois aller chercher des provisions à la banque alimentaire et des chaussures de sport à l'un de mes enfants à la boutique de vêtements d'occasion.»

Il y a des centaines de milliers de gens qui joignent à peine les deux bouts et, en toute franchise, si nous voulons être honnêtes, qui vivent dans une état d'extrême pauvreté, car, avec ce qu'ils reçoivent de l'aide sociale, notamment dans les grandes régions urbaines, eux et leurs familles ne peuvent simplement pas survivre.

Que fera le gouvernement fédéral à ce sujet? Va-t-il corriger la situation? Non, il va l'empirer, il va réduire les crédits qu'il accordait au chapitre des services sociaux.

Je sais que certains de mes amis conservateurs d'en face se disent: «C'est ça, monsieur Riis, vous pouvez discourir pendant longtemps, mais où va-t-on trouver l'argent nécessaire pour assurer le maintien de l'enseignement?» Permettez-moi de faire une modeste proposition.

Dans les régimes fiscaux de la plupart des pays du monde, quand un individu ou une famille reçoit plusieurs millions de dollars en héritage—cela peut aller jusqu'à 10 ou 20 millions de dollars dans certains cas—il paie de l'impôt sur cet héritage. Le Canada est l'un des rares pays